



*Inventer ensemble
Un devenir commun*

Amitié Sud-Nord

Revue de l'Association pour la formation
en développement humain

Mars 2021 N° 68

EDITORIAL

Le 11 décembre 2020, le Gouvernement du Burkina Faso a remis à Sonia OUEDRAOGO la médaille de « Chevalier de l'Ordre du Mérite de l'Administration et du Travail ».



Les membres d'ASFODEVH se réjouissent avec Sonia. Elle est responsable du groupe de travail mis en place pour refonder la nouvelle association.

Pourquoi cette décoration ? Après une licence en sociologie et un master en gestion de projets, Sonia participe, par son engagement depuis plus de 19 ans, au développement du Burkina à travers de nombreuses actions :

Défense et écoute des femmes et des filles violentées, participation aux rencontres autour des droits humains, formation des femmes pour une autonomie financière et leur prise des responsabilités dans la société, accompagnement des déplacés à cause du terrorisme, mise en place d'un réseau de parrainage pour la scolarisation des enfants...

Avec ASFODEVH, Sonia a acquis des compétences autour des projets de la sauce tomate, des lampes solaires en milieu précaire et la réinsertion de femmes accusées pour allégation de sorcellerie.

Chère Sonia, nous te souhaitons « Bon Vent » pour la poursuite de ton action au Burkina !

Brigitte de Panthou

Présidente intérimaire d'ASFODEVH

SOMMAIRE

Page 1

- Activités Burkina Faso

Page 2 et 3

- RDC 'Villes sûres pour les femmes' et les filles

- Centre Zinvié Bénin

Page 4

- ASFODEVH06 et JRS

- Réseau ASFODEVH International

ACTIVITES des Associations ASFODEVH dans différents pays aujourd'hui et demain

Comme vous pouvez vous en rendre compte, notre nouveau numéro d'ASN s'enracine directement dans les pratiques de **Sonia OUEDRAOGO**, puisqu'elle nous raconte concrètement son expérience dans le projet de la transformation de la sauce tomate et la démultiplication des processus qui ont pu entraîner un réel changement pour de nombreuses femmes.

De la même façon, l'expérience de **Sébastien PIANDJI**, concernant les violences faites aux femmes, nous montre que nos actions impactent l'ensemble des femmes de nos associations aussi bien en RDC qu'au Burkina Faso.



SAUCE TOMATE EN TOUTES SAISONS avec la cellule ASFODEVH Burkina Faso

Ce projet « sauce tomate en toutes saisons », initié par ASFODEVH internationale, a été soutenu par le Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) pour une durée de trois ans (2010-2012). Cinq cellules ou sections engagées du Bénin, Burkina, Mali, Niger, Togo en ont bénéficié.

A la fin de ce projet, la cellule du Burkina, lors d'une **auto évaluation**, en a constaté les acquis et a même su, par la suite, le pérenniser.



Actuellement, **ASFODEVH Burkina** a des compétences pour la formation de groupes ou d'individuels en ce qui concerne « la transformation de la sauce tomate ». Le Burkina possède une réelle technique en ce domaine et a formé plusieurs personnes et plusieurs groupes : 14 Groupements d'Intérêt Economique (GIE) et 13 promotrices.

L'évaluation fait ressortir que ce projet permet de conserver de vrais acquis, mais il faut aussi en souligner les difficultés :

- ❖ Un manque de moyens pour accompagner et suivre ce qui a été acquis.
- ❖ Un manque de financement pour la continuité du projet : les trois kits de fabrication ne sont pas suffisants pour rendre le projet viable. Il en faudrait davantage.
- ❖ Plusieurs femmes et groupements féminins ont exprimé leurs besoins de matériels et d'accompagnement dans les domaines de la transformation, de la commercialisation de la sauce tomate et de la création de coopératives dans les zones maraîchères comme Ouahigouya, Dano, Bobo, Kongoussi, Koudougou.

La promotrice et ses produits

Exemple de réussite dans ce projet de « la sauce tomate » :

Epiphanie Kienou est une jeune femme possédant un diplôme universitaire, mais le marché de l'emploi étant difficile, elle s'est plutôt intéressée à l'entrepreneuriat et s'est engagée dans un « projet sauce tomate » avec ASFODEVH. Membre d'ASFODEVH Burkina depuis 2012, elle bénéficiera alors de la formation et d'un accompagnement. Grâce à ce projet, elle est maintenant parmi les jeunes femmes « entrepreneures » influentes du pays et fait la fierté de l'ASFODEVH. Elle possède sa propre entreprise de production et emploie au moins 3 personnes.

... **Sonia OUEDRAOGO – Burkina Faso**



EN RDC UN PROJET « VILLES SÛRES POUR LES FEMMES »

Les impacts et les changements survenus

Le projet « *Villes Sûres pour les femmes* » aborde le problème des **Violences faites à la Femme et à la jeune Fille (VFF)** dans la zone urbaine de la commune de Kisenso avec comme objectif final : **améliorer la mobilité, la sécurité et les services publics pour les femmes et les filles**. Deux membres de notre réseau ASFODEVH International y ont joué des rôles déterminants dans son exécution : **Rodin**, membre du staff de la coordination et **Sébastien**, chargé de programme et chef de projet.

Les réalités auxquelles les femmes se heurtaient dans la vie quotidienne avant le projet.

Les femmes sont souvent exposées à des violences physiques, sexuelles et psychologiques pour plusieurs raisons : une faible gouvernance urbaine, des infrastructures inadéquates et des **Services Publics** qui intègrent la **Dimension Genre (SPDG)** insuffisants dans les espaces urbains, un manque d'accès aux services publics de base (y compris l'eau, l'assainissement, l'électricité, l'éclairage des rues et les transports en commun), une faible présence policière. Leur sécurité et leur mobilité ainsi réduites sont des freins à la mise en œuvre de leurs potentialités. En **RDC**, les maraîchères et les vendeuses de rues, dont l'activité économique demande qu'elles se déplacent tôt le matin ou après la tombée de la nuit, sont particulièrement exposées au risque de vols ou de violences sexuelles et physiques. La fréquence élevée des **VFF** tient à des rapports de pouvoirs inégaux entre les sexes, une ignorance répandue des droits des femmes dans toute la société, et des normes sociales profondément enracinées perpétuant la discrimination des femmes et les violences à leur égard. S'ajoutent à ces facteurs : l'absence de législation protégeant les femmes contre la violence dans les espaces publics, l'absence d'investissement dans les **SPDG** et le fait que les femmes interviennent rarement dans la gouvernance et l'aménagement urbains.



Formation de policiers pour la protection routière des femmes, filles, personnes de 3^{ème} âge et vivant avec handicap.

Les objectifs du projet :

- ◆ Les femmes et les jeunes doivent prendre conscience de leur droit à une vie sans violence ;
- ◆ L'attitude des hommes et des garçons vis-à-vis des femmes et des filles doit changer : ils doivent prendre conscience des conséquences de leur violence et être encouragés à devenir « des modèles » dans les initiatives de prévention et de répression des VFF dans les espaces publics.



- ◆ Les débiteurs d'obligations doivent prendre en compte les **VFF** dans les lieux publics ; ils doivent s'engager en faveur des **Services Publics** qui intègrent la **Dimension Genre (SPDG)**. Pour cela, les dirigeants nationaux, les prestataires de services, les administrateurs et les responsables locaux doivent renforcer leurs capacités, nouer le dialogue avec les femmes et leurs organisations afin de comprendre la violence urbaine vécue, et les impliquer dans les processus décisionnels concernant la gouvernance urbaine.

- ◆ Il faut aider les organisations féminines à intégrer les villes sûres dans leurs programmes de défense des droits des femmes ; elles doivent collaborer avec les

ONG/ONGI donatrices et la hiérarchie politique pour exiger des subventions de l'État.

Les bénéficiaires directs :

750 femmes : maraîchères - commerçantes
500 jeunes : 250 filles - 250 garçons
34 responsables : 17 femmes - 17 hommes
100 pairs éducateurs : 50 filles - 50 garçons
20 membres CDD - Commission Communale du Développement

Les bénéficiaires indirects :

60 autorités et prestataires de services
55 représentants d'ONGI, ONG, OSC et OC
... dont **35 responsables féminines** issues d'OC
20 membres du personnel du partenaire

Les résultats recherchés

- ◆ Les femmes et les filles comprennent leur droit à une vie sans violence. Elles peuvent remettre en question la normalisation de la violence et revendiquer des **Services Publics** qui intègrent la **Dimension Genre SPDG**
- ◆ Les filles, les garçons, les femmes et les hommes mènent une action collective pour prévenir les **VFF** dans les espaces publics et contribuent à changer les attitudes locales face aux **VFF**.
- ◆ Les débiteurs d'obligations et les prestataires de services publics réagissent de manière positive aux revendications des femmes et des filles concernant la prise en compte de ces besoins spécifiques.
- ◆ La mise en place d'un mouvement national « **Villes sûres** » animé par les femmes, favorise leur prise en main dans la lutte contre les **VFF** au niveau local et municipal.

CHANGEMENTS SURVENUS APRES 4 ANS DU PROJET

Changements constatés parmi les individus et au sein de la communauté

● Après plusieurs séances de formation sur les droits humains, les femmes et les jeunes ont acquis une véritable connaissance de ces droits, une confiance en eux, et s'expriment librement en public ou devant les autorités sans aucune pression ni aucune influence, remettent en question la normalisation de la violence, et même dénoncent les cas de violences qu'ils rencontrent; les femmes revendiquent leurs droits dans leurs foyers d'habitation, ainsi que des services qui intègrent la dimension genre et recherchent les informations utiles sur la vie et la gestion de leurs quartiers. Elles échangent avec les chefs de quartiers et les chefs des rues sur les problèmes existants.



Réunion des femmes, Madame le ministre provincial du genre, les femmes officiers de la Mission des Nations Unies en RDC

● Les femmes et les jeunes se disent être capables d'affronter la situation de la discrimination et de la marginalisation grâce aux connaissances acquises sur « les droits des femmes et humains ». Le Point Focal Genre de la commune a relevé son propre cas, lié à la discrimination : les hommes responsables de services administratifs étaient toujours conviés aux réunions décisionnelles de la commune, mais le service du Point Focal Genre était toujours écarté. « Les femmes et leur histoire du Genre ne nous concernent pas » disaient les autres collègues hommes, mais la commune s'est élevée contre cette discrimination et le Bourgmestre a répondu favorablement à la cause. A ce jour, son service est premier, en termes de réalisations, sur la liste des activités phares de la commune.



Couples qui légalisent leur mariage

● Les femmes sensibilisent leurs conjoints sur « les droits des femmes » grâce aux formations suivies et ont obtenu de leurs maris un avis favorable sur la légalisation des mariages auprès de l'officier de l'Etat civil.

● Les femmes sont désormais intégrées dans quelques structures de la commune tels que le comité de gestion d'eau de forage, le comité de gestion des écoles, des aires de santé. Elles se sont proposées de voter utiles pour les femmes, afin d'augmenter le nombre des femmes au parlement et devenir leur support aux plaidoyers.

● Le changement intervenu chez les jeunes a influencé leurs parents. Ces derniers commencent à participer aux réunions des jeunes créant ainsi une attitude positive de changement collectif.

La violence urbaine doit être prise en main parce qu'elle prive les femmes et les filles de l'exercice de leurs droits sociaux, culturels, politiques et économiques, et fait obstacle à l'éradication de la pauvreté.

... Sébastien PIANDJI - RDCongo

NOUVELLES DU CENTRE ZINVIÉ au BÉNIN

Le centre Zinvie est le fruit d'un partenariat entre ASFODEVH-06 Alpes-Maritimes France et ASFODEVH -Bénin en place depuis 2016



En 2019 un document de synthèse a été rédigé par Blandine, Anne et Odile, à la suite des missions réalisées à Cotonou en février 2019.

Ce document définit « une organisation du Centre de type entrepreneurial, pour que cette organisation soit en elle-même formatrice »

Il a été défini une « période de lancement » du Centre de septembre 2019 à décembre 2020 avec deux phases principales :

- ◆ 4 mois de complément d'étude commune, pour mettre au point théoriquement les aspects de l'organisation
- ◆ Un an d'expérimentation en grandeur réelle (année 2020 avec conclusions et décisions en fin d'année) et compléter les équipements nécessaires, par exemple une deuxième case d'accueil ou l'Atelier de transformation... et surtout faire fonctionner de fait les UPF et le Comité d'entreprise, mettre en place un CA

1. Unités de Production et Formation, UPF.

2. La « Coordination » pour une gestion participative des UPF

⇒ Lancement officiel en début d'année 2021

Luc Daga, coordinateur du centre a publié un rapport d'activité en Décembre 2020 donnant des éléments positifs et négatifs sur l'ensemble du centre de formation qui se nomme maintenant : Centre de Formation pour le Développement de l'Initiative Entrepreneuriale ou CEFODIE. Le bureau d'ASFODEVH-06 a réalisé une évaluation de ce rapport qui a été envoyée au coordinateur ainsi qu'à la présidente du centre.

Lien pour la brochure de Zinvie : http://www.asfodevh.net/joomla/images/DEPLIANT_CEFODIE_ZINVIE_mai_20.pdf

ASFODEVH 06 : Stages de demandeurs d'asile

Dans le cadre du programme **Welcome**, mis en place par l'association **JRS**, ASFODEVH 06 a participé à l'aide de stage offerte aux demandeurs d'asile.

Leur demande officielle de travail peut se faire dans des conditions bien particulières. Une des solutions est de faire un stage de deux mois, non rémunéré, à condition qu'une convention de stage soit établie entre le stagiaire, l'employeur et une association de formation. C'est là où intervient **ASFODEVH 06**. L'objectif premier documenté dans la convention signée est de faire découvrir le monde du travail en France à ces jeunes demandeurs d'asile qui souhaitent vraiment travailler.



Au cours des années **2020** et **2021** six conventions de stage ont permis aux demandeurs d'asile d'effectuer un stage, ou dans une entreprise à Cagnes sur Mer, ou comme aide-jardinier à la mairie de La Colle sur Loup, ou encore dans une station lavage de voiture à Cannes... Dans l'ensemble ces jeunes ont été félicités de la qualité de travail, ainsi que de la bonne ambiance qu'ils ont apportée dans leur équipe de travail. Trois employeurs ont fait ensuite une offre d'embauche mais qui ne peut être réalisée qu'une fois que la demande d'asile aura été accordée par l'**OFPPA**.

... Anne VILLENEUVE-BAYART et Pierre-Marie ANDRE - ASFODEVH 06



EN MARCHÉ POUR UNE NOUVELLE VIE

Réseau ASFODEVH International des Associations Nationales (AN)

A notre dernière Assemblée Générale, fin décembre 2019, nous avons pris plusieurs décisions :

- ◆ La création d'une nouvelle forme juridique pour l'association : **Le Réseau ASFODEVH International, (RAI)**
- ◆ La mise en place d'un groupe de travail, avec **1 représentant par AN**, qui aura pour objectif d'étudier et de faire des propositions pour ce nouveau mode de fonctionnement en réseau. Ce travail devra aboutir à une AG, permettant de constituer légalement la nouvelle structure et d'adopter ses modalités de fonctionnement,
- ◆ Sonia OUEDRAOGO sera à l'initiative de ce groupe de travail,
- ◆ Après l'approbation des comptes de 2019, le Secrétariat Général arrêtera ses activités,
- ◆ Le CA en place au moment de l'AG gèrera les affaires courantes et assurera la transition vers l'AG future.

Depuis quelques mois, chacun a collaboré à ce projet :

Sonia a envoyé à chaque AN un travail à réaliser. Pour obtenir les réponses, elle a dû renvoyer ce document plusieurs fois. Il portait sur les fondamentaux d'ASFODEVH, les statuts, le règlement intérieur, la charte, le mandala, mais aussi sur d'autres points à approfondir, à enrichir, et peut-être même suggérer des innovations.

Les premières réactions des AN nous font retenir certains points souhaités par la majorité :

- ◆ Une avancée sur la constitution juridique du « Réseau ASFODEVH International ».
- ◆ Un plus grand partage des expériences vécues et réalisées dans toutes les AN.
- ◆ La réalisation et la multiplication de formations répondant aux besoins des AN : « le solaire » prévu pour l'AG à Ouagadougou en 2019 qui n'a pu se réaliser, « la permaculture », éventuellement « les personnes âgées », puisque ce sujet touche toutes les AN d'ASFODEVH.
- ◆ La prolongation d'ASN, moyen de communication important et le seul lien entre chaque membre du Réseau ASFODEVH International permettant d'être au courant de ce qui se passe dans chacun de nos pays.
- ◆ L'organisation d'une recherche de fonds pour soutenir les projets des AN et des groupes locaux des pays.
- ◆ La perspective d'un changement de nom pour ce réseau ?

Après avoir réalisé la synthèse des remontées de toutes les AN, une autre étape doit être envisagée : Sonia renverra à chaque AN un document qui lui demande de se prononcer. Un ou deux A/R seront encore nécessaires entre Sonia et les AN, avant que notre Assemblée Générale puisse se réunir - **souhaitons en présentielle** - dans un des pays africains ou en France (*Voir les conditions sécuritaires et sanitaires du moment.*) Si cette AG devait se faire **en distancielle** par les moyens de communications modernes, tout serait plus difficile à cause de plusieurs problèmes (*Coupures de courant, lieux sans réseau, etc.*) pour permettre de rejoindre tous les AN.

Sans doute, trouverez-vous que cela prend du temps, mais, bien que la pandémie nous ait vraiment retardés, nous avançons ! Nous souhaiterions pouvoir entrer dans le **R A I** avant la fin de l'année 2021. Bon courage à tous !

Sonia OUEDRAOGO

Responsable du groupe de travail

Brigitte de PANTHOU

Présidente par Intérim

ASFODEVH 262 Chemin des Cambreniers 06140 VENCE

Tél. : 0033 (0) 02 31 82 17 35

E-mail : brigittedepanthou@gmail.com - Site : <http://www.asfodevh.net>

Photos : ASFODEVH - Mise en page : Maria AND--RE